

Compte-Rendu du Conseil Municipal du 29 juin 2010

Nombre d'élus : 23
En fonctions : 23
Présents : 19

Sous la présidence de M. STRAUB, Maire

Étaient présents: Mmes GAUGIN - MAHIEU - M. NAVROT - DHIOS - NICOLAY Adjoints.

Mmes HERZHAUSER – CUSUMANO - FLORI - ANTOINE – DILLER – PATRICOLA
M. PERRET - KAUFFER - VINCENT - OMINETTI - BRABLE - TISON - CORTINA Conseillers.

Absents excusés: M. LORANG → procuration à M. STRAUB
Mme PALUCCI → procuration à Mme GAUGIN
M. QUINIO → procuration à M. NICOLAY
Mme ANDRE

Date d'envoi de la convocation : 25 juin 2010

Secrétaire de séance : Madame FLORI

Ordre du Jour

1. Approbation du compte rendu du Conseil Municipal du 27 mai 2010
2. Nouvelle taxe locale sur la publicité extérieure - Décision à intervenir
3. Création d'un chemin de randonnée - Devis du Club Vosgien
4. Création d'une micro-crèche – Subventions à solliciter
5. Location des salles communales – Révision des tarifs
6. Création d'un marché hebdomadaire
7. Droit d'occupation hebdomadaire d'un emplacement
8. Modification de l'Indemnité de fonction d'un conseiller municipal titulaire de délégation
9. Achat d'un terrain rue du Saint Quentin pour création d'un parking
10. Animations estivales – Fixation d'un tarif de veillée pour les animateurs.
11. Bibliothèque – Subvention communale 2010
12. Bibliothèque – Extension de la gratuité de l'inscription
13. DPU
14. UEM/URM - Bilan annuel 2009 de concession du service public de l'électricité
15. GrDF - Bilan annuel 2009 de distribution de gaz naturel
16. Divers

1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MAI 10

Monsieur CORTINA précise que malgré son absence à ce conseil, il est en accord avec les propos tenus par Monsieur QUINIO et que par conséquent, il n'approuve pas le compte rendu et s'abstient.

2) NOUVELLE TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE – DÉCISION A INTERVENIR

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Monsieur BRABLE rappelle que ce point a fait l'objet de plusieurs débats en réunion de bureau et que chacun est en possession d'un document de travail exposant la réglementation.

Rappel du dispositif :

La Taxe Locale sur la publicité extérieure (TLPE) est entrée en vigueur le 01 janvier 2009 et remplace trois taxes : la TSA (Taxe sur les affiches), le TSE (taxes sur les emplacements) et la taxe sur les véhicules publicitaires. Les objectifs étaient de freiner la prolifération des panneaux, de réduire les dimensions des enseignes, de lutter contre la pollution visuelle et d'améliorer le cadre de vie.

La commune percevait déjà la TSA. La TLPE s'applique donc automatiquement sur les affiches. Il convient de délibérer si l'on veut étendre la TLPE.

La TLPE est une taxe facultative. Les conseils municipaux pour pouvoir l'appliquer doivent délibérer avant le 1^{er} juillet de l'année N pour que la taxe entre en application au 1^{er} janvier de l'année N+1.

3 types de supports publicitaires sont taxables :

- les dispositifs publicitaires : tout support susceptible de contenir une publicité
- les enseignes : toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.
- les pré-enseignes : toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'une activité déterminée.

Il faut distinguer toutefois les supports numériques et ceux non numériques (taxation par face).

Sont exonérés les dispositifs exclusivement dédiés à l'affichage de publicité à visée non commerciale ou concernant des spectacles ainsi que les enseignes d'une surface inférieure à 7 m² (la somme des superficies) sauf délibération contraire.

Les tarifs proposés par le législateur (tarifs de base, transitoire jusqu'en 2014) sont les suivants mais il est possible pour les communes de choisir une tarification autre :

TARIFS	Communes ou EPCI dont la population est		
	Inférieure à 50 000 habitants	Supérieure ou égale à 50 000 habitants et inférieure à 200 000 habitants	Supérieure ou égale à 200 000 habitants
Dispositifs publicitaires et préenseignes □ 50 m ²	15 €/m ²	20 €/m ²	30 €/m ²
Dispositifs publicitaires et préenseignes □ 50 m ²	30 €/m ²	40 €/m ²	60 €/m ²
	Ces tarifs sont triplés lorsque est utilisé un support numérique		
Enseignes □ 7 m ²	Exonération sauf délibération contraire		
Enseignes entre 7 m ² et 12 m ²	15 €/m ²	20 €/m ²	30 €/m ²
Enseignes entre 12 m ² et 50 m ²	30 €/m ²	40 €/m ²	60 €/m ²
Enseignes □ 50 m ²	60 €/m ²	80 €/m ²	120 €/m ²

Minoration ou majoration facultative :

TARIFS	Communes □ 50 000 habitants
Dispositifs publicitaires et préenseignes □ 50 m ²	Un tarif ≤ 20 €/m ²
Dispositifs publicitaires et préenseignes □ 50 m ²	30 €/m ²
Enseignes entre 7 m ² et 12 m ²	Un tarif ≤ 20 €/m ²
Enseignes entre 12 m ² et 50 m ²	Tarifs appliqués multipliés par 2
Enseignes □ 50 m ²	Tarifs appliqués multipliés par 4
Support numérique	Tarifs appliqués multipliés par 3

- M. CORTINA se demande si le fait d'étendre la TLPE ne va pas freiner les commerces à s'installer sur la commune et désavantager les plus faibles.
- M. BRABLÉ est pour la mise en place de cette taxe mais pense qu'il est trop tôt car on n'a pas réfléchi sur l'impact de cette nouvelle taxation et propose de reporter son application à l'année prochaine.
- M. le Maire explique que les communes sur l'axe Ban Saint Martin – Ars sur Moselle ont pour la plupart déjà mis en place la TLPE. Les entreprises verront leurs charges réduites par la suppression de la taxe professionnelle. Enfin la taxe sera extrêmement modeste pour la plupart des commerces.
- M. NICOLAY rappelle que ce dossier avait été discuté en février et qu'une étude préalable devait être entreprise. Monsieur BRABLÉ vient de présenter cette dernière. Il ajoute que cette taxe concerne les publicités qui enlaidissent souvent le paysage et son montant annuel pourrait permettre à la commune d'éviter tous les ans ou tous les deux ans une augmentation des taxes foncières qui touche tous les ménages. Il se dit favorable à la mise en place de ce dispositif et demande que le conseil accepte également la taxation des enseignes de moins de 7m² très nombreuses à Scy-Chazelles.
- M. BRABLÉ propose donc de voter les tarifs de base et une somme de 15 € du m² pour les enseignes de moins de 7 m² pour la première année, ce qui permettra de juger l'impact de cette nouvelle taxe et des conséquences qu'elle génèrera (impact sur les commerçants, mais aussi travail supplémentaire pour le personnel communal). Monsieur le maire adhère à cette solution, Monsieur NAVROT également.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** l'application de la TLPE au 1^{er} janvier 2011.
- **décide** d'appliquer les tarifs de base comme exposé ci-dessus.

Adopté par 21 voix pour et une voix contre (M. CORTINA)

- **décide** d'imposer également les enseignes de moins de 7 m² au tarif de 15 €/m²

Adopté par 19 voix pour, une abstention (M. CORTINA) et 3 voix contre (M. VINCENT, KAUFER et TISON)

3) CRÉATION D'UN CHEMIN DE RANDONNÉE – DEVIS DU CLUB VOSGIEN

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le maire rappelle que l'Assemblée a, lors du précédent conseil, accepté la création de deux sentiers de promenade et confié les travaux au Club Vosgien.

Une proposition pour la création d'un troisième sentier intitulé « Promenade circulaire de la Moselle » est parvenue en mairie pour un montant de 276,26 €. Ce sentier sera de 6 km et le balisage sera effectué dans les deux sens (mise en place d'un panneau directionnel, de deux flèches et fourniture de 85 balises comprenant des plaquettes, des fléchettes etc.. Les conditions restent inchangées, le club assurera pendant une année l'entretien et la vérification du circuit.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **accepte** la création d'un troisième chemin de randonnée et le devis présenté par le Club Vosgien.

Adopté à l'unanimité.

4) CRÉATION D'UNE MICRO CRÈCHE – SUBVENTIONS A SOLLICITER

Rapporteur : Monsieur NAVROT

Monsieur NAVROT informe l'Assemblée du démarrage des études de conception de la micro crèche début juin. Le dossier définitif est prévu pour fin octobre.

Il propose d'établir d'ores et déjà les dossiers de demandes de subvention sur la base des estimations connues à ce jour soit un total de travaux s'élevant à 255 000 € HT auxquels il convient d'ajouter la maîtrise d'œuvre, le bureau de contrôle et la mission SPS.

a) Demande de subvention au Conseil Général

La commune a décidé, par délibération en date du 26 novembre 2009, de créer une micro crèche et donc de lancer une consultation d'un maître d'œuvre pour étudier la faisabilité de ce projet dans des locaux communaux à réhabiliter rue de Crimée.

Maîtrise d'œuvre :	23 000 € HT
Mission SPS :	1 200 € HT
Contrôles Techniques :	5 000 € HT
Coût estimé des travaux :	255 000 € HT

Coût total du projet 284 200 € HT

M. NAVROT précise qu'une somme de 24 682 € reste disponible sur la dotation garantie de 192 082 € du pacte 2009-2011.

Il propose donc d'attribuer cette somme au dossier de création de la micro crèche.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **sollicite** auprès du Conseil Général l'affectation de la somme de 24 682 € de sa dotation garantie au projet susvisé.

Adopté à l'unanimité

b) Demande de subvention au Conseil Régional

La commune a décidé, par délibération en date du 26 novembre 2009, de créer une micro crèche et donc de lancer une consultation d'un maître d'œuvre pour étudier la faisabilité de ce projet dans des locaux communaux à réhabiliter rue de Crimée.

Maîtrise d'œuvre :	23 000 € HT
Mission SPS :	1 200 € HT
Contrôles Techniques :	5 000 € HT
Coût estimé des travaux :	255 000 € HT

Coût total du projet 284 200 € HT

D'autres organismes ont été sollicités pour l'octroi de subvention. Les dossiers sont en cours d'études : l'ADEME, le Ministère de l'Intérieur, le FEDER, la CAF et le Conseil Général par l'affectation sur ce projet de 8,68 % de notre dotation de garantie.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **sollicite** une subvention du Conseil Régional pour la réalisation de cet aménagement.
- **décide** la prise en charge, sur ses fonds propres, des dépenses non subventionnées

Adopté à l'unanimité.

c) Demande de subvention au FEDER

La commune a décidé, par délibération en date du 26 novembre 2009, de créer une micro crèche et donc de lancer une consultation d'un maître d'œuvre pour étudier la faisabilité de ce projet dans des locaux communaux à réhabiliter rue de Crimée.

Maîtrise d'œuvre :	23 000 € HT
Mission SPS :	1 200 € HT
Contrôles Techniques :	5 000 € HT
Coût estimé des travaux :	255 000 € HT

Coût total du projet 284 200 € HT

D'autres organismes ont été sollicités pour l'octroi de subvention. Les dossiers sont en cours d'études : Le Conseil Régional, le Ministère de l'Intérieur, l'ADEME, la CAF et le Conseil Général par l'affectation sur ce projet de 8,68 % de notre dotation de garantie.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **sollicite** une subvention du FEDER pour la réalisation de cet aménagement.
- **décide** la prise en charge, sur ses fonds propres, des dépenses non subventionnées

Adopté à l'unanimité.

d) Demande de subvention au Ministère de l'Intérieur

La commune a décidé, par délibération en date du 26 novembre 2009, de créer une micro crèche et donc de lancer une consultation d'un maître d'œuvre pour étudier la faisabilité de ce projet dans des locaux communaux à réhabiliter rue de Crimée.

Maîtrise d'œuvre :	23 000 € HT
Mission SPS :	1 200 € HT
Contrôles Techniques :	5 000 € HT
Coût estimé des travaux :	255 000 € HT

Coût total du projet 284 200 € HT

D'autres organismes ont été sollicités pour l'octroi de subvention. Les dossiers sont en cours d'études : Le Conseil Régional, l'ADEME, le FEDER, la CAF et le Conseil Général par l'affectation sur ce projet de 8,68 % de notre dotation de garantie.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **sollicite** une subvention du Ministère de l'Intérieur pour la réalisation de cet aménagement.
- **décide** la prise en charge, sur ses fonds propres, des dépenses non subventionnées

Adopté à l'unanimité.

e) Demande de subvention à l'ADEME

La commune a décidé, par délibération en date du 26 novembre 2009, de créer une micro crèche et donc de lancer une consultation d'un maître d'œuvre pour étudier la faisabilité de ce projet dans des locaux communaux à réhabiliter rue de Crimée.

Maîtrise d'œuvre :	23 000 € HT
Mission SPS :	1 200 € HT

Contrôles Techniques : 5 000 € HT
Coût estimé des travaux : 255 000 € HT.

Coût total du projet 284 200 € HT

D'autres organismes ont été sollicités pour l'octroi de subvention. Les dossiers sont en cours d'études : Le Conseil Régional, le Ministère de l'Intérieur, le FEDER, la CAF et le Conseil Général par l'affectation sur ce projet de 8,68 % de notre dotation de garantie.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **sollicite** une subvention de l'ADEME pour la réalisation de cet aménagement.
- **décide** la prise en charge, sur ses fonds propres, des dépenses non subventionnées

Adopté à l'unanimité.

f) Demande de subvention à la Caisse d'Allocations Familiales

La commune a décidé, par délibération en date du 26 novembre 2009, de créer une micro crèche et donc de lancer une consultation d'un maître d'œuvre pour étudier la faisabilité de ce projet dans des locaux communaux à réhabiliter rue de Crimée.

Maîtrise d'œuvre : 23 000 € HT
Mission SPS : 1 200 € HT
Contrôles Techniques : 5 000 € HT
Coût estimé des travaux : 255 000 € HT

Coût total du projet 284 200 € HT

D'autres organismes ont été sollicités pour l'octroi de subvention. Les dossiers sont en cours d'études : Le Conseil Régional, le Ministère de l'Intérieur, le FEDER, l'ADEME et le Conseil Général par l'affectation sur ce projet de 8,68 % de notre dotation de garantie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **sollicite** une subvention de la caisse d'Allocations Familiales pour la réalisation de cet aménagement.
- **décide** la prise en charge, sur ses fonds propres, des dépenses non subventionnées

Adopté à l'unanimité.

g) Demande de subvention au titre de la DGE

La commune a décidé, par délibération en date du 26 novembre 2009, de créer une micro crèche et donc de lancer une consultation d'un maître d'œuvre pour étudier la faisabilité de ce projet dans des locaux communaux à réhabiliter rue de Crimée.

Il rappelle les coûts estimés (% du montant des travaux) :

Maîtrise d'œuvre : 23 000 € HT
Mission SPS : 1 200 € HT
Contrôles Techniques : 5 000 € HT
Coût estimé des travaux : 255 000 € HT

Coût total du projet 284 200 € HT

D'autres organismes ont été sollicités pour l'octroi de subvention. Les dossiers sont en cours d'études : Le Conseil Régional, le Ministère de l'Intérieur, le FEDER, la CAF, l'ADEME et le Conseil Général par l'affectation sur ce projet de 8,68 % de notre dotation de garantie.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **sollicite** une subvention de l'Etat au titre de la Dotation Globale d'Equipement pour la réalisation de cet aménagement.
- **décide** la prise en charge, sur ses fonds propres, des dépenses non subventionnées
- **autorise** la Maire à engager les travaux dès que le dossier sera reconnu complet par l'Etat.

Adopté à l'unanimité.

5) LOCATION DES SALLES COMMUNALES – RÉVISION DES TARIFS

Rapporteur : Monsieur VINCENT

Monsieur VINCENT porte à la connaissance du Conseil les propositions tarifaires retenues par le groupe de travail lesquelles s'appliqueront dès le 1^{er} juillet 2010.

TARIFS DE LOCATION SALLE DE L'ESPLANADE

POSSIBILITE DE CONTENIR AU MAXIMUM 100 PERSONNES

1	UTILISATION PAR ASSOCIATION DE SCY-CHAZELLES Horaires à convenir lors de la demande	Sans cuisine	Avec cuisine
	Jusqu'à 2 locations (sur commune) avec ou sans recettes	gratuit	35 €
	A partir de la 3 ^{ème} location avec ou sans recettes (gratuit si manifestation ouverte à tous)	80 €	120 €

2	UTILISATION FAMILIALE POUR WEEK-END Clés du samedi 8h (vendredi 18h si pas d'activités) au lundi 10h	Sans cuisine	Avec cuisine
	Habitants de Scy-Chazelles	250 €	360 €
	Habitants extérieurs à Scy-Chazelles	380 €	500 €

3	UTILISATION POUR LA JOURNÉE + 24 / 31 DECEMBRE Clés le jour à 8h jusqu'au lendemain 10h	Sans cuisine	Avec cuisine
	Particuliers et associations de Scy-Chazelles	160 €	230 € 260 € (24 - 31 déc)°
	Entreprises de Scy-Chazelles	190 €	260 € 400 € (24 - 31 déc)°
	Particuliers, associations et entreprises extérieurs à Scy-Chazelles	280 €	360 € 400 € (24 - 31 déc)°

4	UTILISATION PENDANT 4 HEURES	Sans cuisine	Avec cuisine
	Habitants de Scy-Chazelles	70 €	100 €
	Habitants extérieurs à Scy-Chazelles	110 €	140 €

5	RÉUNIONS (3 heures maximum)* Pour extérieurs	Sans cuisine	
		Extérieurs	De Scy-Chazelles
	A titre professionnel	120 €	80 €
	A titre associatif	60 €	Gratuit

Le personnel communal, les élus ainsi que les bénévoles de la bibliothèque auront une réduction de 50 % sur les tarifs accordés aux habitants de Scy-Chazelles à raison d'une location dans l'année.

MODALITES DE LOCATION

- Dépôt d'un chèque d'acompte de 40% lors de l'établissement du contrat.
- Le règlement de la totalité (chèque d'acompte rendu), le dépôt des chèques de caution ainsi que l'attestation d'assurance seront à effectuer **au plus tard 15 jours** avant la date de location.
- Montant de la caution : 750 € pour la salle et 250 € pour le nettoyage
- En cas de location le samedi, l'état des lieux peut être fait le lundi matin mais un contrôle sera effectué le dimanche vers 10 h pour vérifier le bon état de la salle ; dans le cas contraire, la location sera facturée au tarif du week-end.
- TOUTE SOUS-LOCATION EST INTERDITE DE MEME QUE TOUTE LOCATION PRIVEE SOUS COUVERT D'UNE ASSOCIATION et INVERSEMENT.
- Les « prête-noms » sont interdits. En ce cas, le tarif demandé aux extérieurs sera alors appliqué.
- Pour les 24 et 31 décembre, un particulier ou une association ne pourra louer la salle deux années de suite.

NETTOYAGE

Pour le nettoyage, 3 cas peuvent se présenter :

- le locataire choisit de l'effectuer lui-même



✎ il ne sera alors pas facturé si l'état des lieux ne nécessite pas de nettoyage supplémentaire.

- le locataire choisit de le faire effectuer par la commune : **exclusivement les sols** (le nettoyage et le rangement de la vaisselle, des appareils et des tables ainsi que la sortie des poubelles seront assurés par le locataire qui doit impérativement emmener les bouteilles en verre au cubiver situé Chemin de la Frécote.

✎ il sera alors effectué par le personnel communal et facturé :

- 50 € en cas de location sans cuisine - 100 € en cas de location avec cuisine

- la commune juge qu'il est nécessaire de faire appel à une entreprise

✎ la caution ne sera pas restituée

* L'utilisation régulière de la salle par certaines associations sera évaluée au cas par cas.

TARIFS DE LOCATION SALLE ESPACE LIBERTE

POSSIBILITE DE CONTENIR AU MAXIMUM 170 PERSONNES

1 UTILISATION PAR ASSOCIATION DE SCY-CHAZELLES Horaires à convenir lors de la demande	
Jusqu'à 2 locations (sur commune) avec ou sans recettes	gratuit
A partir de la 3 ^{ème} location avec ou sans recettes (gratuit si manifestation ouverte à tous)	100 €

2 UTILISATION FAMILIALE POUR WEEK-END Clés du samedi 8h (vendredi 18h si pas d'activités) au lundi 10h	
Habitants de Scy-Chazelles	370 €
Habitants extérieurs à Scy-Chazelles	530 €

3 UTILISATION POUR LA JOURNÉE + 24 /31 DECEMBRE Clés le jour à 8h jusqu'au lendemain 10h	
Particuliers et associations de Scy-Chazelles	230 € 260 € (24 - 31 déc)°
Entreprises de Scy-Chazelles	270 € 420 € (24 - 31 déc)°
Particuliers, associations et entreprises extérieurs à Scy-Chazelles	370 € 420 € (24 - 31 déc)°

4 UTILISATION PENDANT 4 HEURES	
Habitants de Scy-Chazelles	100 €
Habitants extérieurs à Scy-Chazelles	140 €

5 RÉUNIONS (3 heures maximum)* Pour extérieur	Sans cuisine	
	Extérieurs	De Scy-Chazelles
A titre professionnel	145 €	120 €
A titre associatif	70 €	Gratuit

Le personnel communal, les élus ainsi que les bénévoles de la bibliothèque auront une réduction de 50 % sur les tarifs accordés aux habitants de Scy-Chazelles à raison d'une location dans l'année.

MODALITES DE LOCATION

La salle Espace Liberté est équipée d'une cuisine **SANS VAISSELLE** (demander à la mairie le détail du matériel)

Dépôt d'un chèque d'acompte de 40% lors de l'établissement du contrat.

- Le règlement de la totalité (chèque d'acompte rendu), le dépôt des chèques de caution ainsi que l'attestation d'assurance seront à effectuer **AU PLUS TARD 15 J. AVANT LA DATE DE LOCATION.**
- Montant des cautions : 750 € pour la salle et 250 € pour le nettoyage.
- TOUTE SOUS-LOCATION EST INTERDITE DE MEME QUE TOUTE LOCATION PRIVEE SOUS COUVERT D'UNE ASSOCIATION et INVERSEMENT
- Les « prête-noms » sont interdits. En ce cas, le tarif demandé aux extérieurs sera alors appliqué.
- Pour le 24 et 31 décembre, un particulier ou une association ne pourra louer la salle deux années de suite.

NETTOYAGE

Pour le nettoyage, 3 cas peuvent se présenter :

- le locataire choisit de l'effectuer lui-même
 - ↳ il ne sera alors pas facturé si l'état des lieux ne nécessite pas de nettoyage supplémentaire.
- le locataire choisit de le faire effectuer par la commune : **exclusivement les sols**(le nettoyage et le rangement de la vaisselle, des appareils et des tables ainsi que la sortie des poubelles seront assurés par le locataire qui doit impérativement amener les bouteilles en verre au cubiver situé sur le parking d'Aldi ou Carrefour Market.
 - ↳ il sera alors effectué par le personnel communal et facturé 100 €
- la commune juge qu'il est nécessaire de faire appel à une entreprise
 - ↳ la caution ne sera pas restituée

** L'utilisation régulière de la salle par certaines associations sera évaluée au cas par cas.*

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **entérine** les propositions susvisées.
- **décide** que le règlement intérieur sera modifié aussi souvent que nécessaire en fonction des problèmes rencontrés.
- **décide** que le règlement intérieur sera modifié aussi souvent que nécessaire en fonction des problèmes rencontrés.

Adopté à l'unanimité.

6) CRÉATION D'UN MARCHÉ HEBDOMADAIRE

Rapporteur : Madame CUSUMANO

Madame CUSUMANO rappelle à l'Assemblée que lors de réunions de bureau, il avait été évoqué la création d'un marché hebdomadaire sur la commune.

Avant toutes choses, il convient de prendre une délibération relative à la création d'un marché dans laquelle on précisera le jour et les horaires d'ouverture du marché ainsi que la nature du marché, les opérations susceptibles de s'y dérouler, le lieu et le périmètre ainsi qu'une seconde fixant les droits de place pour l'année.

Elle précise qu'un arrêté devra être pris portant règlement général du marché.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** l'ouverture d'un marché.
- **précise** que celui-ci se déroulera le jeudi après midi de 15 h 30 à 20 h sur l'Esplanade.
- **seront** vendus essentiellement des denrées alimentaires et des fleurs.

Adopté à l'unanimité.

7) DROIT D'OCCUPATION HEBDOMADAIRE D'UN EMPLACEMENT

Rapporteur : Madame CUSUMANO

Vu le caractère expérimental de ce projet,

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **fixe** le droit de place à 1 € (un euro) par semaine l'emplacement quelque soit sa surface.
- **décide** d'attribuer les emplacements à l'abonnement. Ceux-ci seront payables au mois.

Adopté à l'unanimité.

8) MODIFICATION DE L'INDEMNITÉ DE FONCTION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL TITULAIRE DE DÉLÉGATION

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle que lors du Conseil Municipal du 1^{er} avril 2008, l'Assemblée avait voté les indemnités de fonction des conseillers municipaux titulaires de délégation.

Mme PALUCCI a souhaité modifier le partage de son indemnité avec Monsieur BRABLÉ, chargé de l'urbanisme et du droit des sols compte tenu que la quantité de travail que cette délégation demande.

Il rappelle que Monsieur BRABLÉ percevait 5.44% de l'indice 1015. Mme PALUCCI a demandé à ce que son indemnité soit partagée pour moitié avec Monsieur BRABLÉ.

La répartition, qui sera applicable à compter du 1^{er} juillet 2010, sera donc la suivante :

Mme PALUCCI , Adjointe chargée du développement durable et de l'environnement	8.25 % de l'indice 1015
M. BRABLÉ , Conseiller chargé de l'urbanisme et du droit des sols	8.25 % de l'indice 1015

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **accepte** la nouvelle répartition d'indemnité entre Mme PALUCCI et M. BRABLÉ.

Adopté avec 21 voix pour et une abstention (M. BRABLÉ)

9) ACHAT D'UN TERRAIN RUE DU SAINT QUENTIN POUR CRÉATION D'UN PARKING

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle qu'il était en attente d'une réponse de la part de la famille MITTERLÉ pour l'achat par la commune de 3 ares de sa parcelle sise rue du Saint Quentin dans le but de créer un parking. Cette dernière a accepté la proposition de la commune au prix de 3000 € l'are.

Il précise que l'évaluation du service des domaines était de 500 € l'are, prix refusé par la famille qui en demandait 3 150.

Toutefois, il ne considère pas la somme de 3 000 € comme trop importante si l'on considère que cela va permettre à la commune de créer un parking d'une douzaine d'emplacements au cœur du village et de résoudre partiellement les problèmes de stationnement.

Une demande de faisabilité a été demandée en parallèle à l'Architecte des Bâtiments de France qui a donné son aval et quelques prescriptions à suivre.

Il précise que la commune doit faire appel à un géomètre afin d'établir un procès verbal d'arpentage ainsi qu'à un notaire pour l'établissement de l'acte. La commune prendra en charge les frais correspondant.

M. BRABLÉ propose de reprendre les négociations avec les propriétaires car il estime que le montant de 3 000 € est beaucoup trop élevé considérant l'emplacement du terrain en zone boisée classée, donc non constructible. Il rappelle que des terrains (avec des caractéristiques identiques) ont été évalués et vendus au prix de 130 € l'are et qu'il estime que les 500 € estimés par France domaines est déjà une valeur haute par rapport au marché.

De plus, il ne considère pas cet emplacement comme idéal. Le problème du stationnement doit être traité dans sa globalité et malheureusement l'étude sur la circulation dans le village qui devait être menée il y a deux ans, n'a pas eu de suite.

M. BRABLÉ n'est donc pas favorable à l'acquisition au prix demandé par les propriétaires pour les raisons sus évoquées et il considère que l'on doit en premier lieu défendre les intérêts de la commune.

M. le Maire précise que les propriétaires donneront un refus catégorique à toute nouvelle négociation et que cela risque de nous conduire dans une impasse. Il affirme très clairement que l'intérêt de la commune est précisément de réaliser ce parking.

M. NICOLAY précise qu'un terrain non constructible en zone inondable Voie de la Liberté a été vendu plus cher. Il est donc favorable à l'acquisition du terrain rue du St Quentin. (transaction privée)

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **accepte** l'achat d'environ 3 ares du terrain cadastré en section 1 n°91 au prix de 3 000 € l'are.
- **charge** Monsieur ADAM, géomètre d'établir le PV d'arpentage.
- **décide** de confier la rédaction de l'acte à Maître ROTH, la famille Mitterlé est libre de proposer son notaire.

Adopté 19 voix pour, une voix contre (M. BRABLÉ) et deux abstentions (M. TISON et Mme ANTOINE)

10) ANIMATIONS ESTIVALES – FIXATION D'UN TARIF DE VEILLÉE POUR LES ANIMATEURS

Rapporteur : Madame GAUGIN

Madame GAUGIN informe le Conseil que durant les animations estivales de juillet/août, 3 animateurs seront amenés à encadrer une veillée « chauve souris » jusqu'à 23 heures.

L'année dernière, les animateurs embauchés sous contrat étaient rétribués 15 € brut pour une nuit complète (camping). Compte tenu des quelques heures passées à la veillée, il semble logique de rémunérer les animateurs à 5 €.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **donne** son accord pour 5 € supplémentaires à chaque animateur sous contrat encadrant la veillée chauve-souris.

Adopté à l'unanimité.

11) BIBLIOTHEQUE – SUBVENTION COMMUNALE 2010

Rapporteur : Madame DILLER

Madame DILLER rappelle au Conseil que lors du vote du budget primitif 2010 il a été décidé d'attribuer une subvention de 5 762 € à la bibliothèque (2881 habitants X 2 €). Un montant forfaitaire de 2 € par habitant est fixé par la convention qui lie la Commune et le Conseil Général.

Cette subvention est imputée au compte 6574 au même titre que les autres subventions accordées.

Il convient donc de prendre une délibération particulière.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **confirme** l'octroi d'une subvention de 5 762 € à la bibliothèque.

Adopté avec 21 voix pour et une abstention (Mme DILLER).

12) BIBLIOTHEQUE – EXTENSION DE LA GRATUITÉ DE L'INSCRIPTION

Rapporteur : Madame DILLER

En septembre 1989, la commune de Scy-Chazelles et le Département de la Moselle ont signé une convention pour la création d'une "bibliothèque relais". Cette convention est toujours en vigueur.

Au 1^{er} janvier 2010, les dispositions du nouveau Schéma Départemental des Services de lecture Publiques initié par la Division de la Lecture Publique et des Bibliothèques (DLPB) du Conseil Général de la Moselle sont entrés en application. Afin de répondre aux critères définis dans ce schéma, il est nécessaire de modifier le point concernant la gratuité des inscriptions à la bibliothèque.

L'assemblée générale de l'association "Lire à Scy" du 25 mars 2010 a décidé, à la demande de la DLPB, d'étendre la gratuité de l'inscription à la bibliothèque de Scy-Chazelles aux mineurs de moins de 18 ans, aux bénéficiaires du RSA, aux étudiants et aux demandeurs d'emploi.

Il est à souligner que la bibliothèque de Scy-Chazelles répond à tous les autres critères de ce nouveau schéma départemental y compris ceux définis en fonction de la population de la commune.

Le respect de ces critères conditionne l'obtention de subventions octroyées par le Département.

Rappel : Une cotisation annuelle est demandée à chaque classe pour l'adhésion à la bibliothèque dans le cadre du prêt aux scolaires ou des ateliers qui ont lieu chaque semaine. Cette cotisation a été fixée en 2009 à 1,50 € par élève (délibération du CM du 31 mars 2009) et est maintenue.

Ceci est calqué sur les conditions de fonctionnement de la bibliothèque du Centre de Documentation et d'Animation Pédagogique (ACDAP) de l'Inspection de l'Education Nationale de Montigny les Metz.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **donne** son accord à l'extension de la gratuité d'inscription à la bibliothèque municipale à partir du 1^{er} septembre 2010 pour les mineurs de moins de 18 ans, les bénéficiaires du RSA, les étudiants et les demandeurs d'emploi

Adopté par 21 voix pour et une abstention (Mme DILLER).

13) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Rapporteur : Monsieur BRABLÉ

Monsieur BRABLÉ informe le Conseil qu'il n'a pas été fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

Terrain bâti	section 1 n°264	18 rue de Crimée
Terrain bâti	section 1 n°251	22 rue de l'Esplana de
Terrain bâti	section 4 n°213	27 rue Robert Schuman
Terrain bâti	section 3 n°119	41 Voie de la Liberté

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **prend acte** de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens cités ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

14) UEM/URM – BILAN ANNUEL 2009 DE CONCESSION DU SERVICE PUBLIC DE L'ÉLECTRICITÉ

Rapporteur : Monsieur DHIOS

Points essentiels du bilan annuel 2009

Rappel : Un nouveau contrat de concession pour le service public de l'électricité nous lie à L'URM – UEM pour 30 ans depuis le 11 novembre 2009.

URM = GESTIONNAIRE - DISTRIBUTEUR d'électricité : construction, entretien, renouvellement réparation etc. des réseaux et branchements électriques BT et HTA.

UEM = FOURNISSEUR d'électricité qui assure la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés avec l'application du Tarif de Première Nécessité (TNP) à 11 foyers en 2009 (8 foyers en 2008)
Assure actuellement la maintenance du réseau d'éclairage public (un nouveau contrat est en cours de rédaction...)

Le réseau de distribution : 142 communes = 156 154 clients – 1499 sur Scy-Chazelles

Participation financière de l'URM sur enfouissement jusqu'à 40 % sur le montant des travaux engagés : exemple à S.C. dotation de 315 € pour les travaux d'enfouissement rue abbé Roget (faible car 1 branchement)

Facturation des raccordements des clients : La PVR (participation pour voirie et réseaux). A Scy-Chazelles, les coûts d'extension et de raccordement sont en totalité à charge des demandeurs.

Niveaux de Qualité de fourniture à Scy-Chazelles : en 2009 le Taux Moyen de Coupure par Abonné à Scy-Chazelles. est de 2 " et 12' (en 2008 le TMCA = 50' 14" (grosse panne en juillet)

Contrats UEM à Scy-Chazelles en 2009 : 1499

Taxes : La TLE est constitué d'une taxe départementale et une taxe municipale (pas instituée à Scy-Chazelles.) Il faut savoir que la TLE devrait être réformée (Directive de la Commission Européenne) et une taxe unique devrait être instituée pour l'ensemble du territoire sans que la commune ne délibère.

Redevances : à verser par le groupe URM en 2010 à Scy-Chazelles.

- Redevance de fonctionnement R1 - 660,36 €
- Redevance d'investissement R2 - 17 275,83 €

Le rapport est à votre disposition au secrétariat.

15) GrDF – BILAN ANNUEL 2009 DE DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL

Rapporteur : Monsieur DHIOS

Comme tous les ans, GrDF (Gaz Réseau Distribution de France) adresse un compte rendu d'activité sur la

concession de (Scy-Chazelles) et les départements Moselle et Alsace Bossue

Rappel : Le contrat de concession a été renouvelé en 1998 pour une durée de 25 ans.

Qqs chiffres marquant en 2009 :

- longueur de réseaux MPB : 14 328 m (plus de fonte cassante)
- nombre de clients gaz : 956
- Redevance de fonctionnement R1 : 1 425 €
- Redevance d'Occupation du Domaine Public (RODP) : 493 €
- N°dépannage : 0 800 47 33 33
- N°raccordement et accueil 0 810 224 000 (sur site et les échos)
- Valeur nette du patrimoine concédé : 653 641 €
- Appels de tiers pour sécurité gaz : 17 dont 10 pour ODG
- Nombre d'incidents 7
- Taux d'intervention en moins de 60 ' : 99,4 %
- En 2008 interruption de fourniture pour 3 clients

Développement durable avec le GN

- émission de CO2 inférieures de 25% à 50% par rapport au fioul et charbon
- oxydes azote NOx < aux autres combustibles
- soufre et particules quasi nulles

Pour plus de détails sur les résultats vous pouvez consulter le document au secrétariat.

Le document ne traite que les questions d'ordre qualitatif et quantitatif de la distribution du GN sur la concession

Les contrats de fourniture du gaz sont garantis par des tarifs dits « régulés » auprès de GDF

16) DIVERS

a) Modification du règlement du columbarium

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY informe l'Assemblée de demandes d'autorisation d'apposer un médaillon photo sur les cases du columbarium..

Or, il apparaît que dans le règlement actuel qui date de juillet 2007, il avait été décidé de ne pas autoriser les ornements artificiels ou naturels, la pose d'un porte fleur ou d'un médaillon photo. Seules les tablettes pourront être fleuries.

Il propose d'autoriser la pose de médaillons mais de limiter sa taille à 10 cm pour les médaillons ronds et ovoïdes.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** de modifier le règlement du columbarium en ce sens et accepte donc la pose de médaillons d'un diamètre de 10 cm.

Adopté à l'unanimité.

b) Participation aux charges de fonctionnement des écoles publiques

Rapporteur : Mme ANTOINE

Madame ANTOINE rappelle à l'Assemblée que la commune participe depuis plusieurs années aux frais de scolarisation des enfants de Scy-Chazelles allant dans les écoles publiques des communes voisines.

Elle précise que toutes ces communes ne demandent pas la même somme et que la commune applique systématiquement le principe de réciprocité.

Elle informe du courrier de la ville de Metz relatif à cette participation pour l'année scolaire 2010/2011 et qui s'élève à 624 € par an et par enfant contre 300 € demandé l'an passé.

Madame ANTOINE propose au Conseil d'appliquer le principe de réciprocité.

Monsieur le Maire demande à ce qu'il soit pris une délibération générale relative à la mise en place de ce principe afin de ne pas avoir à délibérer lors de chaque demande d'une commune.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** d'appliquer systématiquement la réciprocité à chaque commune qui sollicitera notre participation aux frais de scolarité en appliquant un montant identique à celui qui aura été demandé.

Adopté à l'unanimité.

SCY-CHAZELLES, le 6 juillet 2010

La secrétaire de séance
Suzanne FLORI

Le Maire
Jacques STRAUB